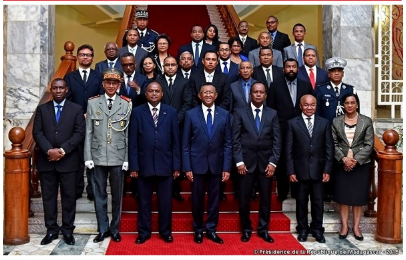


**Le nouveau gouvernement dirigé par Jean Ravelonarivo a été annoncé le 25 janvier 2015 vers 18 heures par le secrétaire général à la Présidence, M. Roger Ralala**

**SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA**

***SeFaFi***

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41  Ampahimanga,  Ambohimanambola 103

Email :  sefafi@gmail.com

## Pour que le pire ne soit pas à venir...

Chacun peut le constater, la misère s'étend. Les centaines de milliers de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année ne trouvent aucun moyen de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, alors qu'une terre, un toit et un travail constituent le minimum de ce qu'une société doit fournir à ses membres **[1]**. Dans cette perspective, qu'en est-il des orientations de politique économique inscrites dans le Plan national de développement (PND)? Ses grandes orientations sont-elles susceptibles de répondre aux attentes de la population, en matière de formation et d'emplois, d'infrastructures et de services?

*L'impasse*

« Le scénario de croissance table sur les objectifs de croissance suivants : 5,0% en 2015, 7,0% en 2016, 8,9% en 2017, 10,4% en 2018, 10,5% en 2019. Celle-ci serait tirée par l'agriculture, la pêche, les mines, les entreprises franches, le BTP, le tourisme, les transports (et les infrastructures y liées) ». Tels sont les objectifs du PND, dont le coût total est estimé à 18 milliards de dollars US, soit 3,6 milliards par an pendant 5 ans. Mais la capacité d'absorption du pays, disent les économistes, ne dépasse pas 1 milliard de dollars par an, compte-tenu des compétences et des équipements disponibles. Combler cet écart devrait constituer la priorité du gouvernement.

Un des paramètres du développement veut que le taux de croissance économique soit plus élevé que le taux de croissance démographique; ainsi, l'économie pourra-t-elle supporter les augmentations de dépenses bénéfiques à l'ensemble des citoyens: santé, éducation, infrastructures, emploi. Or cette croissance a été révisée à la baisse, entre 3 et 3,5% pour 2015. Si la population augmente de 2,9% et la croissance de 3%, l'économie se maintiendra au rythme actuel et ne permettra pas à la population d'échapper à la pauvreté. De plus, une croissance plus rapide est une condition nécessaire mais non suffisante pour l'amélioration des conditions de vie : si elle n'est pas répartie entre tous, elle ne fera qu'accroître les inégalités sociales. Ainsi, le FMI a rappelé que les importantes subventions à la JIRAMA et à Air Madagascar **[2]** empêchent le réel développement de ces sociétés et, plus largement, le financement des investissements et des mesures sociales bénéfiques au plus grand nombre.

Par ailleurs, le PND privilégie deux types de « zones franches ». Le premier est le modèle AGOA ; l'expérience montre que, même s'il crée des emplois, il ne peut rivaliser avec ses concurrents du marché mondial en raison de facteurs spécifiques tels que l'éloignement des ports et des transports routiers coûteux, l'importation des intrants au lieu d'approvisionnement local, etc. ; les produits malgaches ne deviennent donc compétitifs que si les ouvriers sont sous-payés et astreints à des horaires inhumains **[3]**. De plus, les zones franches sont exonérées d'impôts, privant l'État de substantielles recettes, tandis que la faiblesse du pouvoir

d'achat distribué aux ouvriers pénalise le marché local. Quant aux «zones économiques spéciales» préconisées par le gouvernement mauricien, il s'agirait, selon la presse de ce pays **[4]**
, de zones extraterritoriales (ports et îles) soumises à des législations étrangères et échappant de ce fait à la souveraineté nationale.

Et les grands travaux tels que la rénovation de l'aéroport d'Ivato n'ont qu'un impact limité sur l'emploi, ils n'élèveront pas durablement le niveau de vie de la population et profiteront aux seules classes aisées. Le gouvernement, par contre, est devenu redevable aux bailleurs de fonds pour la réalisation de ces projets, mais n'est pas redevable aux parlementaires, et encore moins aux citoyens qui devraient en être les premiers bénéficiaires. La priorisation des choix gouvernementaux a plus à voir avec des projets tape à l'œil qu'avec les besoins réels de la population. Ajoutons que les bailleurs de fonds font preuve d'une réserve croissante face à l'instabilité politique et à l'incompétence des dirigeants.

En attendant, la paupérisation et l'insécurité gagnent du terrain. A défaut d'informations de la part des ministères (Population, Santé, Éducation), les chiffres alarmistes proviennent des organisations internationales (UNICEF, OMS) et des ONG. Ils témoignent de la malnutrition infantile croissante, de la dégradation du taux de scolarisation et de l'accès aux soins, et de la diminution de l'espérance de vie. Dans les régions les plus reculées, les services de base ne sont plus assurés; dans les villes, la mendicité, les petits métiers et l'habitat précaire prolifèrent. La plupart des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) n'ont pas été atteints, plaçant le pays à la traine de la communauté des nations. Exsangue, la population supportera-t-elle encore longtemps d'être ainsi méprisée et instrumentalisée? A l'opposé, combien de milliards d'Ariary d'origine inconnue ont-ils été dépensés, alors que la population a manifesté son désintérêt en s'abstenant fortement aux dernières élections?

*Quelle alternative ?*

Pendant ce temps, le pays souffre du manque de priorités affichées et comprises de tous, que ce soit du citoyen ou de l'investisseur - et du « bailleur ». *Ho aiza ihany ary isika ity ?* (où allons-nous ainsi?), se demande le citoyen, mais le gouvernement ne répond rien. Sans priorité, sans vision, il ne gouverne pas. Les ministères font dans leur coin ce qu'ils veulent ou ce qu'ils peuvent, sans cohérence et sans solidarité. Le « bilan 100 jours » en témoigne : objectifs sans ambition, si facilement réalisables que l'autosatisfaction en était choquante pour la population qui n'a pas vu de changement. A l'inverse, l'inauguration pompeuse de réalisations dérisoires et la propagande sur les médias publics ont pris la place de l'art minutieux qu'implique le fait de gouverner.

Parmi les priorités, devrait figurer la décentralisation qui, de manière significative, est la grande absente du PND. Or sans elle, la confiance ne sera pas rétablie avec la classe dirigeante et les citoyens ne se sentiront pas concernés. Dépourvus de pouvoir et de ressources locales, les maires et conseillers municipaux nouvellement élus n'obtiendront des crédits très limités de l'État central **[5]** qu'en fonction de leur docilité politique. Cette manière de faire ne pourra que décevoir la population.

Pour sa part, la politique industrielle reste floue. Ainsi, il est difficile de comprendre que ce soit une fondation privée étrangère qui prenne l'initiative de faire définir la politique industrielle du pays par un syndicat d'entreprises. Cette politique devrait se préoccuper en premier lieu du secteur informel. Les sociétés de ce secteur, qui embauche 80% de la main d'œuvre, ne payent ni TVA ni impôts, en dehors du cadre légal, et profitent des services collectifs tout en privant leurs employés des assurances sociales et des droits à la retraite. En second lieu, il importe d'aider au mieux les petites entreprises artisanales et familiales en matière de gestion et de professionnalisation des ouvriers, car ce sont elles qui génèrent le plus d'emplois. Par contre, la démagogie à l'égard des grossistes et autres marchands réfractaires aux factures de leurs fournisseurs et de leurs clients n'a plus à être tolérée. Par ailleurs, pour retenir les jeunes cadres compétents, qui trouvent de meilleures conditions de travail et de rémunération à l'étranger, les grandes entreprises les payent désormais en euros ou en dollars, sur des comptes ouverts à l'étranger. Cette politique d'incitation financière illégale peut être efficace à court terme ; à long terme, elle portera atteinte à la santé financière des entreprises concernées.

Cette situation témoigne de l'absence de toute politique des revenus. Comment faire vivre une famille avec un salaire mensuel minimum de 133.000 Ariary, soit environ 35 euros, sachant en outre que la plupart des travailleurs sont payés en dessous de ce seuil légal et que les cotisations sociales et de retraite ne sont pas versées (à commencer par les sociétés d'État, on l'a vu avec Air Madagascar et l'INSTAT)? Il est urgent d'engager une revalorisation systématique des bas-salaires : une hausse annuelle, largement supérieure à l'inflation, serait un objectif minimum. Il est urgent de réduire l'écart scandaleux des revenus, l'un des plus importants au monde, qui va au-delà de 1 à 1.000 ! Les dirigeants dans tous les domaines se prélassent dans le luxe, laissant à la population la pratique de l'austérité, sans contrôle sur l'origine de leurs richesses ni enquête du Bianco: qu'en est-il de la loi sur l'enrichissement sans cause (lien entre signes extérieurs de richesse et sources officiels de revenus)?

Enfin, les paysans sont les victimes les plus nombreuses de ce système. Pénalisés par des routes secondaires non entretenues, agriculteurs, éleveurs et pêcheurs ne peuvent plus survivre avec les prix consentis pour leurs produits par des collecteurs sans foi ni loi. Ne

pouvant payer la scolarité de leurs enfants là où existent des écoles ni se soigner là où existent des CSB, souvent dépouillés de leurs meilleures terres par la spéculation foncière, ils fuient la campagne et augmentent le nombre des laissés pour compte dans les villes. Pour éviter cette voie sans issue, la solution réaliste serait de promouvoir l'agriculture et l'élevage familial par la formation (SRI, etc.), par le crédit pour l'achat d'intrants et de petit matériel, par une augmentation régulière du prix d'achat des produits agricoles, et par l'entretien des routes de desserte dans les campagnes.

Le libéralisme sauvage est au pouvoir dans la Grande Île, où la plupart des biens de consommation sont importés alors qu'on pourrait les fabriquer sur place. Une infime minorité domine les secteurs économique et politique, pour conserver ses intérêts et ses avantages, tandis que la grande majorité de la population s'enfonce dans un dénuement total. Cette voie, qui bloque le développement de Madagascar, débouchera sur des situations explosives et incontrôlables. Ce jour-là, il sera trop tard pour se lamenter.

**Antananarivo, 12 septembre 2015**

______________

**[1]**. « Les fameux trois "T", terre, toit et travail pour tous nos frères et sœurs (...) : ce sont des droits sacrés », Pape François à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), 9 juillet 2015.

**[2]**. « Pour 2014, les transferts et subventions sont estimés à MGA797.9 milliards. L'État a versé MGA 460 milliards à la Jirama, MGA 79.6 milliards pour les subventions sur les produits pétroliers, MGA 10 milliards à Air Madagascar et seulement MGA 3.7 milliards à titre de subventions en faveur des communes et régions ». Banque mondiale, *Résumé exécutif*, septembre 2015, page 13, note 15.

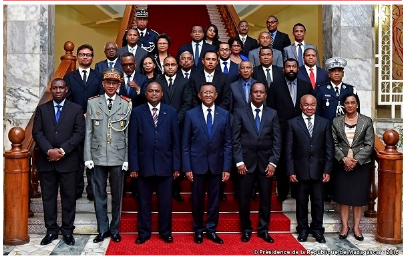
**[3]**. Voir Gyl Dany Randriamasitiana, « L'esclavage moderne des travailleurs. Les entreprises franches à Antananarivo », in Ignace Rakoto et Sylvain Urfer (dir.), *Esclavage et libération à Madagascar*, Karthala-Foi & Justice, 2014.

**[4]**. *Défi Media* du 1er mai 2015.

**[5]**. Soit MGA 3,7 milliards en faveur des communes et régions. Voir la note 2.

*******************************************************

SeFaFi
Observatoire de la vie publique
Madagascar



**Ny mambra ao amin'ilay governemanta vaovao tarihin'i Jean Ravelonarivo dia notanisain'ny Sekretera jeneralin'ny Presidansy, Ralala Roger, ny 25 Janoary 2015 tamin'y 6 ora hariva**

**SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA**

***SeFaFi***

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41  Ampahimanga,  Ambohimanambola 103

Email : sefafi@gmail.com

**Mba tsy ho loza ny rahampitso…**

Iaraha-mahita fa mitatra ny fahoriana. Ana hetsiny maro ny tanora tonga eo amin’ny tsenan’ny asa isan-taona no tsy mahita fomba na iray aza hiatrehana ny filan’ny tenany sy ny an’ny fianakaviany, raha toa ka tany sy tafo ary asa no kely dia kely indrindra tsy maintsy atolotry ny fiarahamonina ny mponina **[1]**. Manoloana izany, ahoana ny amin’ny safidy politika ara-toekarena voasoratra ao amin’ny Drafi-pirenena ho an’ny fampandrosoana (PND)? Mety hamaly ny hetahetan’ny vahoaka ve ireny safidy ireny eo amin’ny lafiny fampiofanana sy asa ary fotodrafitrasa sy fitondrana raharaha?

*Tapi-dalan-kaleha*

« Ny kisarin’ny fitomboana dia mikendry ireto fitomboana manaraka ireto: 5,0% amin’ny 2015, 7,0% amin’ny 2016, 8,9% amin’ny 2017, 10,4% amin’ny 2018, 10,5% amin’ny 2019. Izany dia hotratrarina amin’ny alalan’ny fambolena sy fiompiana, ny jono, ny harena an-kibon-tany, ny orinasa afaka haba, ny BTP, ny fizahantany, ny fitaterana (sy ny fotodrafitrasa miaraka aminy) ». Ireny no tanjon’ny PND izay vinavinaina hitentina 18 lavitrisa dolara US, izany hoe 3,6 lavitrisa isan-taona mandritra ny 5 taona. Saingy, araka ny filazan’ny mpahay toekarena, dia tsy mihoatra ny 1 lavitrisa dolara isan-taona ihany no mety ho lanin’ny firenena, raha jerena amin’ny fahaizan-draharaha sy ny fitaovam-piasana ananana. Ny mameno an’io banga io no tokony ho vaindohan-draharahan’ny fanjakana.

Rehefa mihoatra ny tahan’ny fitomboan’ny mponina ny tahan’ny fitomboan’ny toekarena dia marika anankiray io ahitana fa misy tokoa ny fandrosoana; amin’izay mantsy dia ho zakan’ny toekarena ny fitomboan’ny fandaniana rehetra enti-manasoa ny vahoaka amin’ny ankapobeny: fahasalamana, fanabeazana, fotodrafitrasa, asa. Nefa dia najotso io fitomboana io ka lasa eo anelanelan’ny 3 sy 3,5% ho an’ny 2015. Raha mitombo 2,9% ny mponina ka 3% ny fitomboan’ny toekarena dia mbola ho toy izao hatrany ny ho fandehany ka tsy hanafaka velively ny mponina amin’ny fahantrana. Ankoatra izany, ny fitomboana malaky dia ilaina saingy tsy ampy hanatsarana ny fari-piainana : raha tsy voatsinjara amin’ny olon-drehetra izy dia mainka koa hampitatra ny tsy fitoviana eo amin’ny fiarahamonina. Izany no nahatonga ny FMI hampahatsiahy fa ny fanampiana goavana omena ny JIRAMA sy ny Air Madagascar

**[2]**
dia manakana ny tena fampandrosoana marina an'ireo orinasa ireo, ary manakana koa ny famatsiana ara-bola ny fampiasam-bola sy ny fepetra sosialy mahasoa ny besinimaro.

Etsy an-daniny, ny PND dia manome tombon-dahiny ho an'ny « faritra afaka haba » karazany roa. Ny voalohany dia ny tahaka ny AGOA; ny traikefa dia nahitana fa mamorona asa tokoa izy, saingy tsy afa-mifaninana amin'ny mpifanandrina aminy eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena noho ny antony manokana, toy ny halaviran'ny seranan-tsambo sy ny halafon'ny fitaterana amin'ny arabe, ny fanafarana ny akora toy izay famatsiana avy eto an-toerana, sns.; tsy afaka mifaninana izany ny vokatra avy eto Madagasikara raha tsy atao karama vary masaka ny an'ny mpiasa izay voatery hanaraka ora fiasana tsy zakan'olom-belona
**[3]**
. Ambonin'izany, tsy mandoa hetra ny orinasa afaka haba ka misy vola be izany tsy miditra amin'ny kitapom-bolan'ny fanjakana, ary noho ny fahefa-mividin'ny mpiasa ambany loatra dia ny tsena eto an-toerana no voa mafy. Ny « faritra manokana ara-toekarena » izay hindrahindrain'ny fanjakana maorisiana fatratra kosa, raha ny filazan'ny gazety any an-toerana
**[4]**
, dia tsy inona fa faritra ivelan'ny firenena (seranana sy nosy) eo ambanin'ny lalàna avy any ivelany ka tsy voafehin'ny fiandrianam-pirenena.

Ary ny asa goavana, toy ny fanavaozana ny seranam-piaramanidin'Ivato dia voafetra ihany ny fiantraikany eo amin'ny asa, tsy hateza ny fampiakarany ny fari-piainan'ny mponina fa ny saranga ambony irery ihany no hahazo tombony aminy. Saingy ny fanjakana kosa dia tsy maintsy amin'ny mpamatsy ny vola nanaovana ireny tetik'asa ireny no hifanazava fa tsy amin'ny solombavambahoaka velively, na amin'ny vahoaka izay mpisitraka azy ireny voalohany. Ny maha-maika ny safidin'ny fitondrana dia ny tetik'asa mahasarika ny maso fa tsy ny tena filàn'ny vahoaka marina. Manginy fotsiny ny ahiahin'ny mpamatsy vola tsy mitsaha-mitombo manoloana ny fiainana politika mitsingilahila sy ny fikaviavian'ny mpitondra.

Mandritra izany, mahazo vahana ny fahantrana sy ny tsy fandriampahalemana. Tsy mandefa vaovao ny minisitera (Mponina, Fahasalamana, Fanabeazana), fa dia ny fikambanana iraisam-pirenena (UNICEF, OMS) sy ny ONG no mamoaka antontan'isa mampatahotra. Asehony fa mitombo ny tsy fahampiana ara-sakafo ho an'ny zaza, mikororosy fahana ny tahan'ny fampidirana an-tsekoly sy ny fahazoana fitsaboana, ary midina ny fanantenam-pahavelomana. Tsy misy miantoka intsony ny raharaha fototra any ambanivohitra lavitra any; any amin'ny tanàn-dehibe dia mihaohao ny mpangataka, miroborobo ny asa an-tselika sy ny fonenana tsizarizary. Ny ankamaroan'ny OMD (Tanjon'ny Taonarivo ho an'ny Fampandrosoana) dia tsy tratra hany ka any amin'ny rambony ny firenena raha mitaha amin'ny fianakaviambe iraisam-pirenena. Hatramin'ny rahoviana ity vahoaka efa mirepirepy ity no mbola hiaritra ny fanaovana tsinontsinona azy sy ny fampiasana azy ho fitaovana? Etsy an-daniny, firy

lavitrisa ny Ariary tsy fanta-piaviana nolaniana nanaovana ilay fifidianana farany teo izay tsy naharototra velively ny olona ka izay tratra no tsy tonga nandatsa-bato?

*Inona ny hatao ?*

Izao aloha ny firenena dia mijaly noho ny tsy fisian'ny laharam-pahamehana abaribary sy takatry ny rehetra, na ny mponina izany na ny mpampiasa vola – sy ny « mpamatsy ». Ho aiza ihany àry isika ity?, hoy ny mponina manontany tena, saingy tsy mamaly ny fitondrana. Tsy misy laharam-pahamehana, tsy misy fitsinjovana ny aleha, tsy mitondra izy. Samy manao izay tiany hatao na azony atao any amin'izay misy azy any ny minisitera, tsy misy firindrana, tsy misy fiombonana. Ny « tomban'ny 100 andro » no porofon'izany : tanjona tsy misy finiavana, mora tanterahina loatra ka tafintohina ny vahoaka rehefa tsy nahita na inona na inona niova nefa aiza ity fireharehana ho nahatontosa azy ! Ankoatra an'izany, zava-bita tsy dia mankaiza loatra akory no tokanana amin'ny fomba manetriketrika ary ny propagandy any amin'ny haino aman-jerim-panjakana no naka ny toeran'ilay fahaizana feno fahamalinana takian'ny fitondrana.

Anisan'ny laharam-pahamehana ny fitsinjaram-pahefana izay mibaribary ny tsy maha eo azy ao amin'ny PND. Nefa raha tsy eo izy dia tsy hiverina ny fitokisana ny mpitondra ary tsy hahatsapa tena ho tompon-draharaha. Tsy manana fahefana sy vola enti-miasa ny ben'ny tanàna sy ny mpanolotsainan'ny tanàna vao nofinidy teo, ary tsy hahazo fanampiana kely dia kely avy amin'ny Fanjakana foibe **[5]** raha tsy mora baikoina ara-politika. Tsy hitondra afa-tsy fahadisoam-panantenana ho an'ny vahoaka io fomba fanao io.

Ny politikan'ny indostria moa dia tafajanona ho maizimaizina hatrany. Sarotra noho izany ny hahatakatra ny antony nakana fikambanana tsy miankina vahiny hanendry sendikàn'orinasa anankiray hamaritra ny politikam-pirenena momba ny indostria. Ny sehatra tsy manara-penitra no tokony hosahanin'io politika io voalohany indrindra. Ny orinasa ao amin'io sehatra io izay manakarama ny 80% amin'ny mpiasa dia sady tsy mandoa TVA no tsy mandoa hetra, any ivelan'ny faritry ny ara-dalàna, nefa misitraka ny fanaovana raharaha ho an'ny rehetra, ny mpiasany anefa tsy mahazo na fiahiana ara-tsosialy na izay zo ho an'ny fisotroan-dronono. Manaraka izany, ilaina ny manampy araka izay tratra ny orinasa miasa tanana sy ny orinasam-pianakaviana eo amin'ny fitantanana sy ny hahamatihanina ny mpiasa, satria ireo no tena mpamorona asa be indrindra. Fa ny fanaovana rainazy amin'ny mpamongady sy ny mpivarotra sasany izay mandà ny faktioran'ny mpamatsy azy sy ny mpividy ao aminy dia tena tsy azo leferina intsony. Etsy an-daniny, mba hitazomana ny tanora manam-pahaizana sy mahomby, izay mahita asa metimety kokoa sy tsara karama kokoa any ivelany, ny orinasa goavana dia *euros* na dolara ankehitriny no andoavany ny karama any amin'ny kaonty sokafany any ivelany any. Fotoana fohy ihany anefa no mety hahomby izany politika fampirisihana

ara-bola tsy ara-dalàna izany; fa rehefa ela ny ela, io ihany no hanimba ny toe-bolan'ireo orinasa ireo.

Izao toe-javatra izao dia porofon'ny tsy fisian'ny politikan'ny fidiram-bola. Ahoana moa ny fomba hamelomana fianakaviana amin'ny karama farany ambany mitentina 133.000 Ariary, izany hoe 35 *euros* eo ho eo, fantatra koa fa ny ankamaroan'ny mpiasa dia karamaina ambanin'io faritra ara-dalàna io ary tsy andoavana ny latsak'emboka ho an'ny fiantohana ara-tsosialy sy ho an'ny fisotroan-dronono (ny voalohany amin'izany dia ny orinasam-panjakana, hita io tao amin'ny Air Madagascar sy ny INSTAT)? Tsy azo ampiandrasina intsony ny firosoana amin'ny fampiakarana tsy misy ankanavaka ny karama ambany rehetra: fanondrotana isan-taona, ambony lavitra noho ny fiakaran'ny vidim-piainana, no tanjona ambany indrindra tokony hotratrarina. Tsy azo ampiandrasina ny fampihenana ny elanelana mahamenatra misy eo amin'ny vola miditra izay anisan'ny lehibe indrindra eran-tany, izay mihoatra ny 1 ka hatramin'ny 1.000! Ny mpitondra amin'ny sehatra rehetra mianoka ao anatin'ny harem-be, avelany ny vahoaka hisedra ny fitsitsiana, tsy misy fanaraha-maso ny amin'ny niavian'ny harenany, tsy misy fanadihadiana ataon'ny *Bianco* : ahoana ny amin'ilay lalàna momba ny fahazoan-karena tsy fanta-piaviana (fifandraisan'ny mariky ny fananan-karena ety ivelany sy ny loharanom-bola ofisialy)?

Ary farany, ny tantsaha no maro an'isa indrindra amin'izay tra-pahavoazana noho ity fitondrana ity. Noho ny haratsin'ny lalan-tany tsy misy mpikarakara, ny mpamboly, ny mpiompy sy ny mpanjono dia tsy tafavoaka intsony amin'ny vidiny andraisan'ny mpandranto ratsy fanahy sy tsy tan-dalàna ny vokatry ny asany. Tsy afaka miantoka intsony ny fianaran-janany izy raha mba misy sekoly any aminy, tsy afaka mitsabo tena raha mba misy CSB any aminy, matetika no alaina aminy ny tany tsara indrindra noho ny tetika maizina amin'ny fananan-tany, dia mitsoaka ny any ambanivohitra izy ary manatevin-daharana ny mafy ady eny an-tanàn-dehibe. Mba tsy ho tapi-dalan-kaleha, ny vahaolana mifanaraka amin'ny zava-misy dia ny manandratra ny fambolena sy ny fiompiana ataon'ny mpianakavy amin'ny alalan'ny fampiofanana (SRI, sns.), amin'ny alalan'ny fampindramam-bola hividianana izay ilaina sy ny fitaovana madinidinika, amin'ny alalan'ny fampiakarana miandalana ny vidin'ny vokatry ny tany, ary amin'ny alalan'ny fanamboarana ny lalana mampifandray ny any ambanivohitra.

Ny fanalalahana tsy voafehy no manjaka eto amin'ny Nosy, hafarana ny ankamaroan'ny zavatra fampiasa andavanandro nefa azo atao tsara ny mamokatra azy eto an-toerana. Raha olona vitsy dia vitsy no mifehy ny sehatra ara-toekarena sy ara-politika, mba hiarovany ny fananany sy ny tombontsoany, ny maro be amin'ny vahoaka kosa dia miha milentika tanteraka any anatin'ny fahantrana tanteraka. Izao lalana misakana ny fandrosoan'i Madagasikara izao dia hiafara amina korontana mahery vaika tsy ho voafehy. Amin'izay dia ho tratra aoriana loatra ny fidradradradrana.

**Antananarivo, 12 septambra 2015**

---

---

**[1]**. « Ilay ‘‘T’’ telo malaza (*terre, toit et travail*) tany, trano ary asa ho an’ny rahalahy sy anabavintsika rehetra (…) zo masina ireo », Papa Fransoa tany Santa Cruz de la Sierra (Bolivia), 9 jolay 2015.

**[2]**. « Ho an’ny taona 2014, ny fandefasana sy ny fanampiana ara-bola dia nahatratra MGA 797,9 lavitrisa. Narotsaky ny fanjakana ho an’ny Jirama ny MGA 460 lavitrisa, MGA 79,6 lavitrisa ho fanampiana amin’ny solika, MGA 10 lavitrisa ho an’ny Air Madagascar, ary MGA 3,7 lavitrisa monja ho fanampiana ny kaomina sy ny faritra », Banky Iraisam-pirenena, *Résumé exécutif*, septambra 2015, tak 13, fanamarihana 15.

**[3]**. Jereo Gyl Dany Randriamasitiana, « L’esclavage moderne des travailleurs. Les entreprises franches à Antananarivo », in Ignace Rakoto et Sylvain Urfer (dir.), *Esclavage et libération à Madagascar*, Karthala-Foi & Justice, 2014.

**[4]**. *Défi Media* tamin’ny 1˚ mey 2015.

**[5]**. Izany hoe MGA 3,7 lavitrisa ho an’ny kaomina sy ny faritra. Jereo ny fanamarihana 2.